

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Agam – 13 juin 2024

ORDRE DU JOUR

- ▶ Approbation du compte-rendu de l'Assemblée générale du 01 juin 2023
- ▶ Exercice 2023
 - Présentation rapport d'activité
 - Approbation des comptes
- ▶ Désignation du Commissaire aux comptes pour la période 2024-2029
- ▶ Programme cadre 2024-2026
- ▶ Exercice 2024
 - Présentation du Programme de Travail Partenarial 2024
 - Budget prévisionnel 2024
 - Approbation des cotisations 2024
- ▶ Questions diverses

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 01 JUIN 2023 (délibération)

Cf. compte-rendu en pièce jointe

Projet de délibération AG 2024-01 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver le compte rendu de l'Assemblée Générale du 01 juin 2023

EXERCICE 2023 (délibération)

Présentation du Rapport d'Activités (délibération)

(Cf. rapport d'activité 2023 en pièce jointe)

Le rapport d'activité présente l'activité statutaire ainsi qu'un large panel des missions conduites par l'Agam en 2023. Un travail a été fait cette année pour « dédensifier » le rapport et pour rendre sa lecture plus agréable sans supprimer d'information. Un travail d'expression géographique de nos missions a été mené pour donner une autre lecture des interventions de l'Agam.

Projet de délibération AG 2024-02 : à l'issue de cette présentation, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver le rapport d'activité 2023

Approbation des comptes (délibération)

L'exercice 2023 affiche un résultat de 30 352 €

Le total des produits s'élève à 4 796 093 €

Le total des charges s'élève à 4 765 741 €

Les fonds propres pourraient donc se doter de 30 352 € supplémentaires pour atteindre un total de 328 141 €.

Dans ce contexte, les membres et partenaires ont renouvelé leur entière confiance à l'Agence et ont continué à la soutenir, particulièrement la Métropole AMP qui reste à un haut niveau de financement, tout comme la Ville de Marseille qui rehausse son engagement en 2023. L'agence a pu également compter sur l'adhésion de nouveaux membres, avec notamment les villes de Manosque et La Ciotat pour renforcer les synergies autour du programme de travail partenarial et répondre aux enjeux du territoire.

Parallèlement, la gestion des ressources humaines a connu des vicissitudes, avec des difficultés à recruter pour pallier les nombreux départs subis en 2022.

Les réserves se verraient confortées par des fonds propres de 338 493 €. Cependant, ce montant ne représente qu'un mois de charges d'exploitation, ce qui reste fragile pour le fonctionnement de l'Agence.

Ce projet d'arrêté des comptes doit faire l'objet de l'audit du Commissaire aux comptes et sera présenté pour approbation à la prochaine Assemblée générale du 10 juin prochain.

Produits d'exploitation 2023 : 4 796 078 €

Structurellement, l'Agence d'urbanisme est essentiellement financée par les cotisations et les subventions de ses membres, qui représentent 92,2 % des produits perçus en 2023.

Le niveau des subventions augmente de 2 %, par rapport au budget prévisionnel voté à l'Assemblée générale du 1er juin 2023, lui permettant d'atteindre 4 424 507 €.

Les engagements restants à réaliser ont un effet positif de 168 560 €. Ils représentent, à grands traits, des reports de financements perçus en 2023 mais dont l'exécution en termes de projets se fera en début d'année 2024 afin d'achever la réalisation du programme de travail partenarial. Ces missions seront achevées en 2024.

Les contrats spécifiques sont en léger recul de -11 760 € par rapport au budget, ce qui s'explique principalement par le transfert en produits constatés d'avance d'une partie du contrat de la Région qui sera terminé en 2024.

Les autres produits, principalement constitués de remboursements divers représentent 19 288 €.

Ainsi, le total des produits d'exploitation affiche une légère variation de -1,5 % (-71 302 €) par rapport au budget prévisionnel.

Charges exploitation 2023 : 4 578 754 €

Les charges de personnel (salaires, charges sociales, impôts et taxes afférents)

L'Agence est d'abord une association de matière grise. C'est pourquoi le montant des charges de personnel représente la part la plus importante de ses charges.

Pour l'exercice 2023, cette part s'élève à 3 495 406 € soit 76,3 % des charges d'exploitation.

Les charges de personnel affichent une baisse significative de -11,2 % par rapport au budget prévisionnel 2023. Cela s'explique par des difficultés à recruter pour renforcer l'équipe projet et répondre à un besoin de développement de l'activité de l'agence.

Au 31 décembre 2023, l'équipe de l'Agam comptait 53 personnes (46,04 ETP).

Le personnel a démontré tout au long de 2023 sa capacité d'adaptation et son engagement afin de poursuivre les missions du programme partenarial avec la même exigence de qualité, dans une conjoncture difficile.

Il est important pour l'Agence de poursuivre le renforcement de son équipe afin d'être en pleine capacité de répondre aux besoins de ses membres et partenaires ainsi qu'aux enjeux du territoire. Pour ce faire, l'Agence a prévu plusieurs recrutements dans son budget prévisionnel 2024, toujours dans un équilibre entre charges et ressources. Ainsi, l'équipe devrait atteindre 63 personnes (59 ETP).

Les charges de structure

Ces charges représentent généralement autour de 20 % des charges d'exploitation. Objet d'une gestion très stricte, elles représentent en 2023, 941 229 €, en hausse de 4,8% (43 363 €) par rapport au montant voté au budget (897 866 €).

Cette augmentation est principalement liée aux différents coûts inhérents au déménagement de l'agence, avec notamment la hausse des charges locatives (+ 62,7%) et des honoraires spécifiques (+ 30,5%). Il est à noter que les charges liées aux locaux comprennent les charges locatives de l'Adriana, que l'agence doit payer depuis le mois d'août 2023, et qu'elles représentent à elles seules 53,5% des charges de fonctionnement (503 579 €).

Charges exceptionnelles 2023 : 185 980 €

Elles s'élèvent à 185 980 € et représentent 3,9% du total des charges en 2023. En 2022, l'agence a comptabilisé une provision pour anticiper les dépenses liées au déménagement pour un montant de 160 000 €. Une dotation supplémentaire de 185 000 € a été ajoutée à cette provision pour compenser les doubles charges de loyers et d'éventuels frais inhérents. La provision s'élève donc à 345 000 € au total en 2023.

Conclusion

L'agence poursuit son redressement avec un résultat positif pour l'exercice 2023 qui permet de reconstituer progressivement les fonds propres de l'association et de repartir sur des bases plus conformes à la gestion normale d'une structure associative. Pour autant, ce résultat ne couvre qu'un mois de charges d'exploitation. Il conviendra de maintenir ce cap d'exercices bénéficiaires pour se diriger vers des fonds propres en adéquation avec le besoin de charges à couvrir, en cohérence avec la délibération du Conseil d'administration de décembre 2022. Par corrélation, ce résultat permet de se doter progressivement d'une trésorerie, indispensable pour le bon fonctionnement de la structure.

Projet de délibération AG 2024-03 : à l'issue de cette présentation, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver les comptes 2023 présentant un résultat de +30 352 €.

Projet de délibération AG-2024-04: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir affecter ce résultat 2023 en report à nouveau

Projet de délibération AG-2024-05: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver les conventions règlementées

Projet de délibération AG-2024-06: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir donner quitus aux administrateurs

DESIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA PERIODE 2024-2029 (délibération)

Le mandat légal (6 ans) du Commissaire aux comptes s'achève avec l'approbation des comptes 2023. Il convient de repartir sur un nouveau mandat 2024-2029 (1^{ère} certification des comptes en juin 2025 pour l'exercice 2024).

L'Agam est un pouvoir adjudicateur, soumis au code de la commande publique. Elle est en effet une personne morale de droit privé, créée pour conduire des actions d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel et commercial. Son activité est majoritairement financée par des pouvoirs adjudicateurs et ses instances de pilotage, Assemblée générale et Conseil d'administration, sont composées de membres désignés par des pouvoirs adjudicateurs.

Suite à l'adoption du guide de procédure d'achat en 2023, il convient de respecter le formalisme établi et de lancer une consultation pour la désignation de notre Commissaire aux comptes pour le prochain mandat.

L'objectif est d'approuver le choix de Commissaire aux comptes (titulaire et suppléant) proposé par le Conseil d'administration du 13 juin 2024.

Pour rappel, les statuts stipulent que la désignation porte sur un Commissaire aux comptes titulaire et un Commissaire aux comptes suppléant.

Projet de délibération AG-2024-07: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver la désignation du Commissaire aux comptes pour la période 2024-2029

PROGRAMME-CADRE 2024-2026 (délibération)

(Cf. Programme-cadre en pièce jointe)

Le principe d'élaboration du programme cadre triennal est inclus dans la feuille de route 2023-2024 votée en décembre 2022. Pour mémoire, c'est un document qui vise à renforcer la sécurité du programme de travail partenarial, pierre angulaire de l'activité de l'agence d'urbanisme. Il ne se substitue pas au programme partenarial mais en constitue le cadre de cohérence.

Le programme cadre triennal recueille les besoins et grandes attentes conjointement exprimés par les membres, en matière d'intervention de l'Agam ; grandes attentes qui se déclineront ensuite de façon plus précise dans les différents programmes de travail partenarial annuels. Il offrira ainsi un cadre commun et partagé entre les membres sur le positionnement de l'Agence.

Projet de délibération AG-2024-08: après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver le Programme-cadre 2024-2026

EXERCICE 2024 (délibération)

Approbation du Programme de Travail Partenarial 2024 (délibération)

(Cf. Programme de travail partenarial en pièce jointe)

Le programme de travail partenarial est élaboré entre le dernier trimestre de l'année précédente et le 1^{er} trimestre de l'année en cours. L'élaboration de ce programme est une démarche qui implique l'ensemble des partenaires de l'Agam, à la fois dans les demandes qui doivent être mutualisées, directement ou indirectement, mais également dans les itérations nécessaires à la formalisation des attendus de chacun dans les différentes missions. Il doit permettre à chacun des membres de bénéficier d'un accompagnement adapté et spécifique. Ce processus est donc un exercice complexe qui demande un haut niveau de coopération et de coordination mais il permet de **préserver le sens partenarial de l'activité** de l'agence d'urbanisme.

Le programme de travail partenarial est principalement financé par les cotisations et subventions des membres. Depuis 2022, il a été réorganisé pour lui donner une plus grande visibilité et cohérence.

Pour 2024, la capacité de production de l'agence est en hausse, portée à environ 7 518 jours d'activité (6 700 jours à la même date en 2023). Le programme partenarial est estimé à plus de 7 825 jours d'activité, ce qui nécessite encore des arbitrages, en particulier en planification, projet urbain et environnement. Cet écart est signe de confiance et d'un besoin important et constant des membres en termes d'ingénierie proposée par l'Agam.

Enfin, il est à noter qu'il convient d'ajouter à ce total 244 jours qui seront dédiés aux contrats, un volume stable par rapport à 2023.

Le programme de travail partenarial 2024 comporte environ 287 missions, en sensible progression par rapport à l'année dernière (+43%).

Le programme de travail permet de conforter le rôle d'ingénierie pluridisciplinaire. Il doit permettre à l'Agence de rester un outil innovant en mettant en synergie les échelles, les problématiques, les défis dans un processus de décloisonnement des thématiques et de renouvellement à la fois des méthodes et des connaissances.

Projet de délibération AG 2024-09: à l'issue de cette présentation, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir valider le programme de travail partenarial 2024

Budget prévisionnel 2024 (délibération)

Le budget prévisionnel 2024 a été présenté au Conseil d'administration du 30 novembre 2023 dans une première esquisse, puis arrêté au Conseil d'administration du 10 avril dernier.

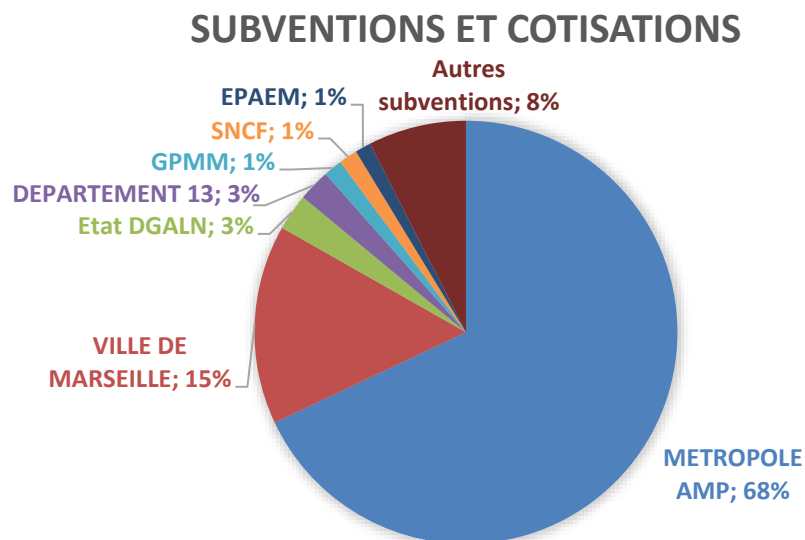
Il s'inscrit dans un contexte de changement de locaux avec le déménagement de l'agence prévu au mois d'août. Une augmentation des charges de fonctionnement et des investissements est donc prévue au budget. L'agence prévoit de contractualiser un prêt bancaire pour limiter l'impact de ces dépenses sur la trésorerie tout en permettant aux équipes de jouir du matériel nécessaire au bon déroulement de l'activité de l'agence. L'accent sera donc mis sur une gestion rigoureuse pour ne pas mettre en danger la situation financière de l'agence.

Le budget prévisionnel 2024 s'élève à 5 561 643 euros.

Budget 2024 (en €)	2024	2 023
	Prévisionnel	Réalisé CA 10/04/2024
AMP METROPOLE	3 344 700	3 297 200
VILLE DE MARSEILLE	750 000	650 000
GPMM	70 000	70 360
EPAEM	60 000	52 000
Etat dotation DGALN	137 647	137 647
Autres subventions Etat	60 000	4 000
Subventions membres	4 422 347	4 211 207
DEPARTEMENT 13	136 000	120 000
ARS (projet)	-	-
CROUS	5 000	5 000
MANOSQUE	34 200	17 500
LA CIOTAT	30 000	-
SNCF immo	70 000	64 800
MIRAMAS	49 000	-
MARIGNANE	12 000	-
CCIMP	-	6 000
Autres missions du PTP	178 000	-
Subventions autres partenaires	514 200	213 300
TOTAL COTISATIONS ET SUBVENTIONS	4 936 547	4 424 507
Engagements restant à réaliser (ERR) année N-1	181 640	350 200
Engagements restant à réaliser (ERR) année N	180 000	181 640
FINANCEMENT PROGRAMME PARTENARIAL	4 938 187	4 593 067
REGION	132 900	123 750
MAISON DE L'EMPLOI	25 000	-
URFE	1 500	2 250
SOLEAM	-	8 800
GEMAPI	48 000	24 000
Autres contrats (FNAU ...)	29 000	-
Programme sectorisé	236 400	158 800
Produits constatés d'avance (PCA) année N-1	22 040	9 920
Produits constatés d'avance (PCA) année N	15 000	22 040
TOTAL PROGRAMME D'ACTIVITES	5 181 627	4 739 747
AUTRES PRODUITS	10 000	19 288
TRANSFERTS DE CHARGES	25 000	37 043
Autres produits	35 000	56 331
TOTAL RECETTES	5 216 627	4 796 078
CHARGES DE PERSONNEL	3 881 667	3 216 680
Equivalent temps plein (ETP)	Prévisionnel 2024 63 p soit 59 ETP dont 4 ETP en cdd et 49,2 ETP sur études	En moyenne 2023 53 p soit 50,5 ETP dont 3 ETP en cdd et 41,9 ETP sur études
AUTRES CHARGES/PROVISIONS LIEES AU PERSONNEL	337 536	278 726
CHARGES DE STRUCTURE	1 229 849	941 229
CHARGES LIEES AUX ETUDES	-	-
AMORTISSEMENTS	59 691	52 424
PROVISIONS	30 000	28 126
AUTRES CHARGES	20 000	61 569
TOTAL DEPENSES	5 558 743	4 578 754
RESULTAT D'EXPLOITATION	-342 115	217 324
PRODUITS FINANCIERS	15	15
CHARGES FINANCIERES	2 300	237
RESULTAT FINANCIER	-2 285	-222
PRODUITS EXCEPTIONNELS	345 000	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	600	185 980
RESULTAT EXCEPTIONNEL	344 400	-185 980
RESULTAT	0	30 352

Les produits

Les recettes sont majoritairement constituées des subventions des membres de l'agence. Elles représentent 4 936 547 €, soit 88,8% des produits, contre 4 424 507 € en 2023 (+11,6%). Elles sont principalement constituées par un financement de la Métropole AMP, pour un montant de 3 344 700 € (67,8%), et de la Ville de Marseille, pour un montant de 750 000 € (15,2%).



Elles sont complétées par des contrats pour un montant total de 236 400 €, en hausse de 77 600 € par rapport à 2023 (+48,9€). Ils sont principalement constitués par un marché conclu avec la Région dans le cadre de la coopération entre les cinq agences régionales, à hauteur de 142 560€ (58,5%), un contrat avec Gemapi pour 48 000 € (19,7%) ainsi qu'un contrat avec la Maison de l'emploi pour 25 000 € (10,6%). Ces deux derniers contrats expliquent principalement la variation avec 2023.

Ces recettes tiennent compte des engagements restants à réaliser (ERR) des subventions et des produits constatés d'avance (PCA) pour les contrats. Il s'agit de reports de financements ou de contrats non livrés à la date de clôture de l'exercice N dont l'exécution se fera en début d'année N+1. La variation des ERR et PCA créent un effet positif non significatif sur le résultat avec respectivement + 1 640 € et + 7 040 €.

A noter que les recettes liées aux contrats, dites « sectorisées », viennent compléter l'activité de l'agence mais sont hors programme de travail partenarial. Les résultats restent propriété du commanditaire.

L'agence s'est dotée d'une provision au cours des deux derniers exercices pour anticiper les coûts du déménagement à hauteur de 345 000 € au total. Celle-ci sera reprise en totalité en 2024 et engendrera un produit exceptionnel du même montant.

Les charges

L'agence est une entreprise de matière grise. A ce titre, les charges sont majoritairement constituées des frais de personnel (salaires, charges sociales, impôts et taxes afférents), à hauteur de 4 219 203 €, contre 3 495 406 € en 2023, soit une hausse de 20,7%.

Cette tendance s'explique par la volonté de l'agence de reconstituer une équipe capable de répondre aux besoins de ses membres et partenaires ainsi qu'aux enjeux du territoire. Plusieurs recrutements sont donc prévus au budget avec un renfort de 4 CDI et 2 CDD. Ainsi, l'équipe devrait atteindre 63 personnes (59 ETP) lorsque l'équipe sera au complet.

Les charges de fonctionnement restent dans une zone de vigilance forte et de gestion stricte, notamment dans un contexte d'investissements significatifs à venir avec le déménagement prévu à l'été 2024. De ce fait, elles augmentent de 30,7% pour atteindre 1 229 849 € contre 941 229 € en 2023. Cette hausse s'explique principalement par le double loyer et charges locatives à payer pour un total de 226 625 €, ce qui correspond à 78,5% de l'augmentation. Ces charges comprennent également divers aménagements de bureau (8 000 €) et des prestations d'archivage (6 000 €).

Les amortissements augmentent de 39,3% pour atteindre 59 691 € contre 42 842 € en 2023. Cette hausse est essentiellement liée aux investissements de l'agence dans le cadre de son déménagement à savoir, l'achat de mobilier (100 000 €), de placards de rangement (30 000 €) et l'installation du routeur internet (13 632 €). Ces immobilisations seront amorties entre 5 à 10 ans selon les règles comptables en vigueur.

Les autres charges diminuent de 67,5% pour s'établir à 20 000 € contre 61 569 € en 2023. Le niveau élevé de ces charges en 2023 s'explique par l'apurement de créances à forte antériorité passées en perte (27 552 €). Elles devraient donc revenir à un niveau moindre en 2024.

Conclusion

Le budget 2024 démontre une hausse de l'activité de l'agence avec des produits supérieurs à ceux budgétés en 2023. Les financements des membres augmentent reflétant un besoin et leur confiance dans leur outil d'ingénierie.

Les charges continuent à être maîtrisées au plus juste, dans un contexte d'augmentation inévitable des dépenses liées aux frais de déménagement. A long terme, cet aménagement dans de nouveaux locaux devrait permettre de diminuer ce poste de dépense qui représente une part significative des frais de fonctionnement de l'agence (environ 22%).

Projet de délibération AG 2024-10 : après la présentation et discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres de l'Assemblée Générale présents :

- De bien vouloir approuver le budget prévisionnel 2024

Approbation de la cotisation 2024 (délibération)

L'Agam est financé par ses cotisations statutaires et les subventions qu'elle perçoit. Le montant de la cotisation annuelle est de 15€, incluse dans le montant de la subvention le cas échéant.

Il est proposé au Conseil d'administration de reconduire ce montant pour l'année 2024.

Projet de délibération AG 2024-11 : *à l'issue de cette présentation, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'Administration présents :*

- *D'approuver le maintien du montant des cotisations 2024 à 15€*